



Appel à contributions

Modes de gouvernement en Haïti post-séisme

Coordination : Jorge Heine, Jan Wörlein

Date limite : 15 août 2013

Revue : Cahier des Amériques Latines

Modalités : Les articles de 40.000 signes doivent être envoyés à l'adresse janworlein@gmail.com

La couverture médiatique d'Haïti dissimule d'autres enjeux que ceux de la seule crise humanitaire. Si trois ans après le séisme fatal, aggravé par une série de crises comme l'ouragan Sandy, plusieurs tempêtes et des sécheresses, l'intérêt public ne semble pas avoir diminué pour la partie occidentale d'Hispaniola, la curiosité demeure restreinte à la crise et aux effets positifs ou négatifs du secteur humanitaire pléthorique dans le pays. Cette focalisation est également forte dans la production scientifique sur un pays décrit comme en crise permanente. Les travaux existants se concentrent avant tout sur les différents aspects de cette crise ainsi que sur la reconstruction de l'Etat haïtien, comme le plan de Bill Clinton du « building back better » (reconstruire mieux). Haïti n'est pas pris au sérieux en tant qu'objet comme un autre pour les sciences sociales, autrement dit en ce qui concerne ses modes de gouvernement, les relations entre ce gouvernement et la présence internationale, la sociologie de ses acteurs, notamment ses élites, etc. Surtout, quand les scientifiques travaillent sur Haïti, le gouvernement haïtien est souvent considéré comme un protagoniste parmi d'autres.

Cette faiblesse des travaux existants est d'autant plus frappante que l'Etat haïtien s'est fortement transformé dans l'ère post-Aristide. Le gouvernement Préval et la classe politique autour du parti INITE ont été mis en cause du fait des élections frauduleuses post-séisme de 2010 par une alliance étonnante entre la communauté internationale et un nouveau type d'acteur politique comme le chanteur et actuel président Michel Martelly. A la fois proche de secteurs de l'élite mulâtre francophone et de la diaspora haïtienne aux Etats-Unis et au Canada de plus en plus présente en Haïti, Martelly combine d'une manière hétéroclite, des éléments duvaliéristes avec une mise en scène entrepreneuriale dans sa gestion du pouvoir. L'exercice de ce pouvoir était jusqu'à présent contraint de deux manières. La majorité législative des vieilles élites proches de Préval a permis un blocage, qui a évité pendant un an le choix d'un premier ministre et la formation d'un gouvernement stable et qui met actuellement en péril l'organisation des prochaines élections parlementaires. En même temps, tous les gouvernements haïtiens sont obligés de s'adapter à la présence d'un gouvernement humanitaire parallèle, qui a accumulé une force budgétaire qui représente jusqu'à dix fois le budget total de l'Etat haïtien.

Quelles sont les modes spécifiques de gouvernement sous ces conditions, quels nouveaux types d'acteurs agissent dans les arènes politiques actuelles et quelle est l'interdépendance politique entre acteurs inter/transnationaux et locaux ?

Le dossier se propose d'étudier cette nouvelle condition politique haïtienne avec une perspective combinée d'économie politique, une sociologie d'élites et une analyse des modes de gouvernement.

Le dossier a vocation à être publié rapidement. Les contributeurs auront donc un retour sur leurs propositions d'articles avant le 1^{er} septembre.